



C'est un fait, Cyrille Kemmegne s'illustre ces derniers jours par ses sorties très violentes contre le régime en place. Le désormais ex-journaliste à la CRTV en exil, vient de remettre une autre couche, dans une interview accordée à nos confrères de Journal Du Cameroun

Lisons

Vous êtes le rédacteur en chef de la station régionale CRTV Sud. Mais vous avez quitté votre poste depuis plusieurs mois. Qu'est ce qui l'explique et quand comptez-vous le regagner ?

Je considère ma reconduction au poste de rédacteur-en- chef de la station régionale de la CRTV Sud comme un cadeau empoisonné ; empoisonné comme l'est tout le Cameroun. J'estime qu'il n'y a pas de bonheur à être heureux tout seul. À quoi cela sert-il de nager dans un océan de bien-être alors que sur 100 Camerounais, à peine deux sont capables de se soigner, de se nourrir et d'envoyer leurs enfants à l'école.

Travailler pour le compte de la CRTV que j'ai servie pendant plus de 20 ans ne m'intéresse plus. Je mène d'autres combats pour la libération de mon pays. Je sais que tout ça me vaut les tomates pourries et les peaux de banane de la minorité qui pense que critiquer le régime

généocidaire de Paul Biya, c'est être devenu un ennemi du Cameroun. Soit! Le plus curieux dans mes prises de position c'est le tollé que tout cela provoque parmi ceux qui sont convaincus que défendre une cause juste c'est également trahir. J'aime à le dire et je le réitère ici, je n'ai jamais été lié à la CRTV par un pacte mystique. C'est un simple contrat de travail qu'on résilie dès lors qu'on a le sentiment de servir des causes qui ne rentrent pas en droite ligne de ses intimes convictions. Je n'en veux pas à mes anciens collègues de manger et de se taire ou de manger pour soutenir le régime qui tue les innocents du NOSO. À chacun sa vision du monde. Mais par essence, j'ai en horreur toutes formes d'injustices et toute volonté de diviser pour mieux régner. Inutile de vous rappeler que la CRTV pour moi relève définitivement du passé. C'est de l'histoire très ancienne. Cette page est à jamais tournée.

Vous êtes auteur du livre « Maurice Kamto un destin présidentiel », et vos prises de position, notamment sur la gouvernance au Cameroun et votre appel au boycott des élections sont semblables à celles de Kamto. Êtes-vous désormais militant du MRC ?

Quelle relation entretenez-vous avec le leader du MRC? Effectivement, c'est bien moi l'auteur du livre intitulé « Maurice Kamto un destin présidentiel ». Cet ouvrage, je l'ai écrit au lendemain de la présidentielle d'octobre 2018 au Cameroun. En tant que journaliste ayant couvert cette élection dans la région du Sud, région d'origine du président illégitime Paul Biya, j'en ai appris de vertes et des pas mûres. J'ai compris sur la base de cette échéance électorale combien on pouvait travestir la vérité à l'issue d'un tel rendez-vous « démocratique ». Je vous fais gr'ce de toutes les infirmités et des incohérences de notre système électoral. Le contentieux post-électoral a mis à nu notre Conseil Constitutionnel complètement aplati devant l'exécutif. Que dire des faux observateurs de Transparency International et des 32 procès-verbaux querellés que le RDPC n'a jamais produits. Oui, j'en appelle aux villes mortes le 9 février prochain parce qu'il ne sert à rien de laisser prospérer la forfaiture électorale et de la cautionner. Aller voter alors que les résultats sont connus d'avance. Je te dis que c'est une injure à l'intelligence de l'opposition. Aller voter alors que le Nord-Ouest et le Sud-Ouest sont toujours en guerre. C'est donner la preuve qu'il y en a qui ont une passion pour les morts et qui se nourrissent de leur sang. Voilà pourquoi il faut adresser un carton rouge à tous ceux qui pourraient avoir l'intention d'aller voter le 9 février prochain. Le faire serait un coup d'épée dans l'eau. Mes positions peuvent avoir rejoint celles du MRC. Ça n'est qu'une coïncidence qui peut traduire la logique qui en découle. Je n'ai jamais milité au sein du MRC bien que je considère que c'est le parti qui répond le mieux aux aspirations des Camerounais.

Dans votre dernière tribune, vous estimez que Paul Biya n'agit pas suffisamment pour stopper la crise anglophone. Qu'auriez-vous attendu qu'il fasse concrètement pour pacifier le Cameroun ?

L'intime conviction qui est la mienne est que Paul Biya souhaite voir perdurer la guerre dans le NOSO. Sinon, comment comprendre qu'il veuille, contre vents et marées, y organiser les élections dans un tel contexte ? Un véritable dialogue national s'impose avant toute chose. La libération des leaders politiques anglophones est un impératif catégorique. Les autres prisonniers politiques n'ont pas leurs places dans nos geôles. Réviser le code électoral peut contribuer à décriper l'atmosphère nuageuse au Cameroun. Les augures annoncent que tenir les élections du 9 février prochain au Cameroun serait suicidaire pour Biya et son régime. C'est une question de bon sens. Paul Biya a assez dessiné le diable sur le mur du Cameroun. À

présent que ce diable est déjà dans la maison, il refuse de voir la vérité en face. Il n'y a pas de honte à savoir qu'on a fait fausse route et Biya ne sera jamais décoré parce qu'il fait tuer ses compatriotes.

Alors que certains réclament le report des législatives et municipales de février prochain, le président Paul Biya reste déterminé à l'organiser. Quels sont d'après vous les risques que cette élection se tienne dans ce contexte ?

Tenir les élections législatives et municipales en l'état actuel serait acter la partition du Cameroun. Il a beau permettre qu'il va renforcer la sécurité dans le NOSO. Mais on réalise bien qu'il est plus un grand diseur qu'un grand faiseur. Vouloir exclure l'opposition du jeu démocratique ravale Biya au rang de dictateur stupide et ténébreux. Mieux vaut tard que jamais. Vivement que Dieu, pour une fois, lui parle et...qu'enfin il soit éclairé par une once de raison. Dommage qu'il entretienne hélas de très mauvais rapports avec le bon sens qui, selon René Descartes, le célèbre philosophe, est la chose du monde la mieux partagée.
